N° 3128 — 9e Année — CINQ CENTIMES — Jeudi 7 Janvier 1897

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain Quotidien

RÉDACTION & ADMINISTRATION : ROUBAIX, 65, rue des Fabricants (près la place du Trichon) — TOURCOING, rue VERGE, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
Trois mois, 4 fr. 50 — Un an, 18 fr.
Nord et départements limitrophes
Trois mois, 6 francs — Un an, 24 francs
L'abonnement continue sauf avis contraire.

PRIX DES ANNONCES
ANNONCES . . . . 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES . . . . 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS . . . 0 fr. 75 —
LOCALES . . . . 1 fr. 50 —

Les annonces seront reçues aux bureaux du journal, à Paris, à l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

Téléphone

GENTILSHOMMES et roturiers

Le *Gaulois*, journal très « select », organe des gens superchics et même coupurchics, gazette à l'usage de la gentilhommerie de France — surtout celle de robe — a consacré ces jours derniers à la noblesse actuelle, un article qui lui a valu un volet de bois vert de M. de Cassagnac.

Pour une fois, le directeur de l'*Autorité* a eu raison et nous voici, par hasard de l'avis du bonapartiste résistant qui sait à lui seul représenter le souvenir d'un parti qui va s'éteignant tous les jours, sans mal ni douleur pour personne.

Le *Gaulois* n'est imaginé de chanter les gloires du *Jockey-Club*, faisant sonner bien haut les titres de noblesse des gentilshommes d'aujourd'hui, de ceux du moins qui ont l'avantage d'appartenir à ce cercle « talon rouge ».

Il paraît que ces Messieurs, qui ont du sang bleu dans les veines, méritent des considérations spéciales, étant donnés les services éclatants rendus par leurs aïeux, à la Patrie.

On ne parle pas, nous voulons le croire des fils d'émigrés qui, fidèles comme des zèbres vers la frontière, songèrent beaucoup plus à leur peau qu'à la France.

Mais *Le Gaulois* veut établir que par reconnaissance pour eux qui dressèrent la patrie grande et considérée aux yeux de l'univers, il convient de se montrer partisl, en toutes circonstances... dans le sens des faveurs.

Voici d'ailleurs, la citation du passage de l'article visant ce point :

« Y a-t-il beaucoup de réunions d'hommes, (il s'agit du Jockey-Club) relativement aussi restreintes, qui puissent se vanter d'avoir concouru pour une part aussi considérable à la grandeur, à l'union et à la défense de la patrie française ?

« Celui, certes, ne leur crie aucun droit. Vous nous payons maintenant l'impôt du sang par le service obligatoire; mais il semble qui si, *à mérite égal, bien entendu, des faveurs — et il y en a toujours — peuvent être justifiées*, c'est quand elles s'adressent aux descendants de ceux qui, pendant des générations, ont versé leur sang à la tête des armées de leur pays ».

Il est certain que dans les colonnes d'un journal royaliste de pareilles déclarations bien que scandaleusement iniques, se comprennent.

C'est la légende des respects dynastiques qui s'affirme, mais qui jure singulièrement avec les théories égalitaires de notre époque.

La reconnaissance est une vertu qui doit s'exercer, surtout en considération des services rendus par un homme vivant et agissant, ou du moins *ayant agi*; mais remonter aux Croisades pour reconnaître la supériorité de M. de Luzignan sur Pierre ou sur Paul, c'est-à-dire sur un homme possédant un nom dépourvu de particule, ce n'est plus le respect du passé, c'est de l'inepte pure.

L'article du *Gaulois* vise surtout les membres du *Jockey-club* appartenant à l'armée et on semble dire qu'à notre époque, on devrait tenir compte de la présence au régiment d'un Montmorency ou d'un la Trémouille, pour lui donner un avancement au détriment de ses camarades.

La prétention est tellement grosse, tellement dépourvue de bon sens, de justice et d'équité, que M. Paul de Cassagnac n'hésite pas à dire :

« Que s'il est incontestable que l'aristocratie française a versé, sans compter, son sang pour la France, il ne leur pas sublier son plus que, durant des siècles, elle possède *tous les avantages politiques, sociaux, financiers et honorifiques*.

Elle a reçu son paiement, et même, à l'heure qu'il est, elle en touche encore d'*énormes arrérages*, quand, n'ayant plus que le nom, elle revend des terres qu'elle a eu plus, avec des dots accumulées dans les fabriques de jambons américains, ou dans les spéculations de la Bourse française.

Le nom, *même mal porté*, est encore pour les familles bourgeoises enrichies, un titre contre lequel elles rendent volontiers de la monnaie.

Donc, on ne doit plus rien aux officiers nobles.

Ils ont leur dû, et largement.

Ce langage est tout-à-fait sensé et pour une fois — saluons ce hasard — M. de Cassagnac se trouve en communion d'idées avec la démocratie, mais il y a une chose qu'il oublie :

C'est que sur vingt comtes figurant non pas à l'Armorial de France, mais au Boltin, il s'en trouve bien quinze qui sont des comtes de l'Empire d'abord.

A notre époque, la noblesse, la vraie, celle qui peut revendiquer des aïeux et, au point de vue numérique, tellement diminuée, tellement réduite à des proportions voisines du néant, qu'on peut la considérer comme une sorte de phénomène bon à exhiber dans les salons, mais n'étant plus guère bon qu'à cela.

Les vrais « sangs bleus », ceux qui, par tradition descendent d'alliances restées pures de toute souche pendant des siècles, ceux-là sont généralement très inférieurs physiquement et intellectuellement à la classe moyenne de la société.

Nous en avons connu qui promenaient leur rachitisme à travers les boulevards ou qui colportaient leurs conceptions idiotes des choses, de leur cercle à un café à la mode.

Et encore ceux-là étaient infiniment moins bêtes que les nobles de *raccroc* que les empires et les royautés de ce siècle nous ont fabriqués.

Ces derniers ne figurent pas à l'Armorial de d'Hozier, mais ils se font badigeonner des écussons par un peintre-amateur et — moyennant une honnête rétribution à l'auteur — on les découvre de temps en temps dans des dictionnaires héraldiques datés de 1885 et qui les bombarde comtes ou barons avec une sérénité proportionnée au poids du sac d'écus déposé par le « descendant des preux ».

Ces nobles de pacotille — car c'est surtout la pacotille dont s'ai qui leur a permis l'achat d'un titre nobiliaire — sont infiniment plus sots que les autres, c'est-à-dire que les vrais nobles.

Par contre, ils ont une meilleure structure physique. Le sang de paysan qu'ils ont dans les veines leur a donné la santé vigoureuse inconnue des nobles ne comptant point parmi leurs ancêtres d'alliances roturières.

Il est toutefois fâcheux que trop souvent, ce noble d'hier s'imagine être d'une essence supérieure au commun des mortels.

Il affirme son sang bleu en exhibant de gigantesques mains rouges.

Il met des couronnes sur ses cartes et des armoiries sur ses voitures.

Il se prélasse dans sa gentilhommerie avec des grâces d'ours se croyant dauseur émérite.

Il est bête à manger le foin de ses écuries et prétentieux à faire pleurer.

C'est pourtant celui-là qui se targue le plus volontiers de son titre nobiliaire et qui pense en éclabousser le peuple, ce bon peuple dont il s'est et qu'il reniè, jet en sentiment de vanité particulier aux imbéciles.

De quel droit voudrait-on présenter cette boursouflure sociale comme devant bénéficier d'une considération qui ne lui est point dûe!

Ses aïeux vendaient des peaux de lapins ou de la pâte de réglisse.

Les mânes de ses ancêtres ne frémiront point dans leur tombe si leur rejeton subit la loi commune.

Et si par hasard, ces nobles avaient réellement des « aïeux », ils se diront sans doute — s'ils ont quelque bon sens — que le sang d'un roturier vaut bien le leur et que le patriotisme n'a pas de partiaule.

E. LAGRILLIÈRE-BEAUCLERC.

Echos et Nouvelles

Nous avons annoncé l'autre jour qu'un concert de 43 ans allait tirer au sort. Le record est actuellement détenu par le nommé Jean Natalino, d'origine italienne, naturalisé, demeurant à Cette, né le 22 décembre 1852.

* *

M. Dussaud, professeur de physique à Genève, vient de inventer un appareil : le Microphonographe, avec lequel le sourd le plus réfractaire peut entendre parfaitement.

* *

Le baryton Parisi, chantant à Caracas, ayant refusé de bisser un morceau réclamé à grands cris par le public, a été mis en état d'arrestation et condamné ensuite à 15 jours de prison.

* *

Un propriétaire de Crassous-Wayn, près de Moscou, vient d'acheter la femme d'un de ses ouvriers qu'il a payé 20 roubles, 40 sacs de blé, un cheval et une charrette neuve.

TIRAGES D'OBLIGATIONS

Ville de Paris (1894-96)

Le numéro 168.378 gagne 100.000 fr.
Le numéro 9.847 gagne 20.000 fr.
Les numéros 422.950 et 224.917 gagnent chacun 10.000 fr.
Les numéros : 245.543 — 219.409 — 39.785 gagnent chacun 2.500 fr.

Les quatorze numéros suivants gagnent chacun 1000 fr. : 446.522 — 274.812 — 178.095 — 109.542 — 433.667 — 370.492 — 435.951 — 19.673 — 222.251 — 26.413 — 192.532 — 193.388 — 329.091 — 309.149.

Crédit Foncier de France

Obligations foncières 3 0/0 1879

Les deux numéros 1.769.559 et 509.209 gagnent chacun 100.000 fr.

Le numéro 366.395 gagne 25.000 fr.
Le numéro 1.075.005 gagne 10.000 fr.
Le numéro 697.592 gagne 10.000 fr.
Les cinq numéros suivants gagnent chacun 5000 fr. : 1.269.470 — 1.071.450 — 265.677 — 863.004 — 1.785.635.

Obligations foncières 3 0/0 1883

Le numéro 455.597 gagnent 100.000 fr.
Le numéro 603.980 gagnent 25.000 fr.
Les six numéros suivants gagnent chacun 5.000 fr. : 420.606 — 349.945 — 923.816 — 760.994 — 320.764 — 129.251.

Les quarante-cinq numéros suivants gagnent chacun 1.000 fr.

245.382	— 799.231	— 958.074	— 136.692
697.923	— 464.004	— 556.229	— 303.147
317.876	— 80.065	— 46.732	— 905.185
483.014	— 902.683	— 757.858	— 917.654
209.655	— 42.698	— 97.186	— 354.992
348.407	— 85.147	— 805.529	— 831.373
914.004	— 589.783	— 461.319	— 630.781
8.156	— 156.132	— 379.790	— 537.885
198.850	— 298.763	— 493.436	— 487.459
159.539	— 385.604	— 797.700	— 934.999
446.768	— 509.374	— 339.654	— 686.393
339.404			

AU JOUR LE JOUR

Le Socialisme chrétien

On parle encore du socialisme chrétien. C'est une mode. Il n'y a pas de jour qu'un train ne chauffe dans cette direction. M. Zola, lui-même, subissant peut-être l'ambiance générale, en a fait le point de départ de son livre, et comme la première fusée de cet admirable feu d'artifice qui s'appelle Rome. Quelques esprits généreux, entraînés par leur amour de l'humanité, se sont laissé entraîner à cette chimère. Le socialisme chrétien n'est qu'un rêve, une utopie ; et de toutes les utopies, la plus irréalisable. Je tiens à le démontrer pour ceux qui jusqu'ici ne veulent point voir. Je le ferai sans fiel, sans acrimonie, sans préjugé d'aucune sorte à l'aide de documents incontestés, des enseignements les plus certains de l'histoire.

L'obstacle à l'établissement du socialisme chrétien réside dans l'inégalité des conditions. Or dans notre société laïque, nous pouvons espérer des réformes de nature à modifier cette inégalité. Ces réformes sont attendues autant que désirées, et les résultats obtenus dans cette voie nous montrent ce qu'elles peuvent. Quel le favoritisme, cette plaie de notre époque, disparaisse de nos mœurs; que les fonctions, aussi bien que les professions, soient attribuées aux seules personnes capables de les exercer, le respect et la déférence que s'attireront les hommes supérieurs, consacrant d'être un témoignage de servilité, pour devenir l'expression d'une juste reconnaissance des services rendus.

Quant à l'autorité, indispensable dans quelque entreprise que ce soit, elle reste impopulaire, parce que ce qui l'exercent tout imposés par la faveur de l'arbitraire ; il en sera autrement lorsqu'elle ne sera plus qu'une délégation temporaire conférée par le suffrage des intéressés, et accessible à tous les citoyens en situation de l'exercer.

C'est ainsi, je le répète, que, dans notre société laïque, nous sommes en droit d'espérer des réformes nous rapprochant de l'égalité, sans toutefois y atteindre d'une manière absolue. Mais vous, prêtres, qui rêvez l'établissement d'un socialisme à vous, ignorez-vous donc que vous ne pouvez le réaliser, qu'en vous plaçant sur le terrain de l'égalité.

Or, vous dites avoir reçu de Dieu même un caractère sacré qui vous rend supérieurs aux autres hommes. Vous n'entendez pas vous dépouiller de ce caractère ; en conséquence, le socialisme que vous imaginez ne peut être que la résurrection des anciennes corporations ouvrières placées sous l'invocation d'un saint, et dont vous conserveriez la direction.

Je sais bien qu'avec le mauvais de bourgeois modérés, vous accepteriez un socialisme bénin, bénin, qui ne serait que l'extension à la société toute entière des avantages dont jouissent les associations ouvrières libres, de nos cours mutuels, de production, etc. Mais vous oubliez que ces associations se bâtissent précisément sur la base de l'égalité.

Tous les membres, en effet, sont égaux, et si elles se choisissent un directeur, en vue d'une entreprise particulière, ce directeur, toujours temporaire et révocable, n'est que l'égal de ses collègues. *primus inter pares*.

C'est en vain que les auteurs ecclésiastiques ne cessent d'accuser ensemble la liberté et l'obéissance des deux mots ne cessent de demeurer incompatibles ; il y aura toujours dans votre société deux éléments contraires, deux castes : d'un côté les maîtres ; de l'autre côté les serviteurs, il y aura toujours l'Eglise enseignante et l'Eglise enseignée, l'élite et la plèbe, pour me servir des expressions de l'abbé Chermonet (article de l'*Etoile du Nord* 15 août 1896). Incontestablement, à l'origine des sociétés, cette séparation des deux éléments rendit d'immenses services, en mettant le pouvoir aux mains de ceux qui étaient seuls capables de l'exercer.

Mais aujourd'hui, le règne des castes est inacceptable. Nul ne consentira à subir la suprématie d'une sorte d'aristocratie intellectuelle, qui ne se fonde ni sur la naissance ni sur le droit divin. Un semblable état de la Société serait le plus grand obstacle au progrès, anéantirait l'initiative individuelle et nous ramènerait à tout jamais à l'immobilité improductive des cloîtres et des monastères.

Nous allons, d'ailleurs, exhumer de l'histoire le rêve d'un socialisme chrétien, le seul peut être qui ait été tenté. Il mettra au jour les conséquences funestes du régime théocratique, appliqué à une population tout entière.

Au commencement du dix-septième siècle, les Jésuites concertèrent à la foi catholique, les peuplades sauvages du Paraguay. De la Plata, puis ils réunirent ces hommes en une cinquantaine de villages groupés sur les rives du Parana. Pourvus de l'origine d'une organisation sociale assez semblable à ce que les Incas avaient trouvé dans au Pérou, dans l'empire des Incas, fils du soleil ces nouveaux convertis constituèrent les Réductions ou Missions du Paraguay. Ils s'adonnèrent aux travaux agricoles. Chaque ménage au moment du mariage recevait à titre de prêt, un lopin de terre qui devait cultiver. Les produits du sol étaient consignés dans les entrepôts de l'Etat et les prêtres jésuites se chargeaient de les écouler. Le pays était hermétiquement fermé ; nulle porte ouverte par où pût pénétrer le moindre souffle.

Les écrivains ecclésiastique n'ont pas tari d'éloges sur la prospérité de ces établissements. Cette prospérité nulle ne l'a jamais eu ce qui concerne les conseils, chefs absolus du village. Centre l'entourant d'un être insolent et déployant dans les solennités religieuses une magnificence extraordinaire. Mais ce n'est pas de même de la plèbe ? Cela est plus que douteux. Courbés toute la semaine sous un travail écrasant, les malheureux n'avaient de repos que le dimanche. Ce dimanche, ils devaient obéissant, pour toutes récompenses, quelques bonnes paroles du curé et le droit de baiser le bas de sa robe. Si les malheureux avaient le droit de confesser leurs fautes, d'en solliciter le châtiment et de recevoir le fouet de la main d'un clerc à la porte du village. Il étaient soumis au régime le plus absolu qui ait jamais, l'obéissance aveugle et devaient tout donner à leurs curés, jusqu'à leurs enfants.

Les choses allèrent ainsi plus d'un siècle. Mais l'époque était venue où les jésuites prêchant partout le régicide, en arrivèrent à l'exécution par les moyens les plus honteux. Ils se faisaient chasser de tous les Etats de l'Europe ; il leur restait encore à être expulsés du Portugal.

Le jésuite Malagrida organisa un complot contre la vie du roi Joseph Ier, qui faillit être victime des assassins. A ce moment, le roi avait pour ministre ce fameux marquis de Pombal, homme inexorable que plusieurs historiens ont comparé à Richelieu. Pombal pourvoyait les auteurs du complot, qu'il fit emprisonner ou décapiter. Malagrida, livré à l'Inquisition, fut brûlé vif, et le roi rendit un édit qui expulsait les jésuites du Paraguay.

Les curés ne firent d'abord qu'en rire. Nous avons dissimulé-lis, deux cent mille hommes pour nous défendre. Mais quand il fallut transformer les hommes en soldats, ce fut une autre affaire. Avec leur liberté, ils avaient perdu toute dignité. Ils n'avaient plus de patrie, pour qui auraient-ils combattu ? Pour leur Dieu, pour leur foi, disaient les curés. Mais leur foi n'était nullement menacée; c'était un roi catholique, qui leur envoyait un gouverneur catholique. Ils se regardèrent entre eux, se disant : que nous importe de changer de maître, nous n'en trouverons pas de plus exigeants. Les curés les avait réduits à l'état de bêtes de somme, ils refusèrent de se battre.

Les jésuites entreprirent encore dans le pays une agitation toute superficielle au moyen de troupes soldées ; mais ils furent obligés de se retirer, abandonnèrent la partie et se réfugièrent en Italie.

Tel est le socialisme chrétien, et il ne saurait être autrement, parce que l'obéissance est la base indéfectible de toute discipline ecclésiastique. Par suite, il sera toujours incompatible dans notre société moderne. Prêtres, ne pouvez plus cette chimère. Si vous voulez mériter le respect et la considération universelles, c'est en donnant courageusement, au sein d'une société passablement perverse, l'exemple de vertus oubliées. La charité doit être uniquement votre but. Il est assez beau pour vous occuper, négligez les cimes abruptes de la question sociale.

Dans la charité, vous retrouverez la division qui vous est chère : d'un côté les protecteurs; de l'autre, les protégés. Il y a là des résultats évangéliques plus désirables que les agitations des réunions publiques et les vaines spéculations d'un socialisme incompatible avec les mœurs modernes.

Docteur BONNASSIES.

L'ALIMENTATION MILITAIRE

On a remarqué que beaucoup, parmi les épidémies qui sévissent dans les régiments, ont une origine alimentaire ; quelque bénignes dans la plupart des cas, ces épidémies ne laissent pas que d'occasionner de grands désordres chez les malades, diarrhée, vomissements très violents, enfin tous les symptômes d'une intoxication assez grave.

On a observé que ces phénomènes morbides provenaient de la consommation dans les régiments de pommes de terre altérées, à bout de conservation ou germées spontanément dans les magasins.

Pour prévenir les accidents provoqués par cette alimentation défectueuse, le ministère de la guerre vient de prescrire aux chefs de corps de faire procéder à des visites périodiques, afin de faire arracher les pommes de terre commençant à germer, et de prévenir ainsi l'altération des tubercules.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

A Madagascar : Les progrès de la pacification. — Un démembrement rationnel de l'Empire Hova. — La question des boers.

Le dernier courrier de Tananarive nous apporte de bonnes nouvelles du plus exactement de meilleures nouvelles de Madagascar. Certes, nous n'avons pas encore fini avec les Fahavalos et il n'y a pas de raison pour que ces gaillards ne tiennent pas la campagne aussi longtemps que les Pavillons-Noirs du Tonkin et les Dacoïts de la Birmanie. Mais ce qui importe c'est que les voleurs de bœufs qui se sont tenus en instant au rôle de défenseurs de l'indépendance malgache soient le plus tôt possible hallyés de l'Imerina ou mis aux metallons à demeurer, et écartés des deux routes qui mettent Tananarive en communication avec l'Ocean Indien et le canal de Mozambique.

Cette besogne la est bien près d'être accomplie. Nos colonnes mobiles ont fait leur surcroît. Les villages auxquels on a donné des armes en sont tellement mage contre les bandits. Cependant c'est dans la capitale même que le général Gallieni a porté à la rébellion les coups les plus terribles, en ouvrant au peuple d'extension un ministère et un prince du sang.

Il est déjà visible qu'il ne sera pas obligé de multiplier les exemples de cette espèce. La panique s'est mise parmi les Hommes. C'est à qui échappera par un petit voyage aux responsabilités du passé, aux tentations du présent. Mais encore faut-il que ces départs opérés n'aient pas des allures de fuite. Les plus malins, pour se procurer un alibi certain, comme on dit dans l'argot de la cour d'assises, simulent un désir incroyable de se perfectionner dans notre langue et notamment des passeports pour Paris.

* *

Au surplus, le général Gallieni a si peu limité point satisfaite à la répression de la révolte actuelle. Il entend en rendre impossible le renouvellement. Il a entrepris de démembrer l'empire des Hovas, ou, si vous le voulez bien, des Hovas, puisque tel est, d'après les auditeurs compétentes, le nom de nos nouveaux sujets.

Il était temps. Nous ne travaillions que pour ces Hovas. Il semblait que nous ne les envoions vaincus que pour restaurer leur supériorité sur toute l'étendue de la grande île. C'est nous qui réalisions le rêve de Radama Ier.

Mais les temps sont changés. Aujourd'hui il n'y a plus de grande reine de Madagascar, mais une petite reine de l'Imerina, Ranavalo. Elle a appris qu'il y avait un roi du Dahomey à la Martinique, un empereur d'Annam à Alger et elle s'est résignée à la déchéance.

Voilà donc les Hovas strictement réduits à l'Imerina. On leur calève jusqu'à cette province du Boisléo qui était leur plus ancienne conquête et où ils paraissaient si solidement implantés.

Le successeur de M. Laroche a pris la une initiative qui pourra avoir les résultats les plus féconds. La conception de Madagascar formant un tout indivisible, soumis à un régime administratif uniforme ne tient pas debout. La variété des produits, les variations du climat, les rivalités des populations indigènes découpent notre nouvelle acquisition en cinq ou six morceaux pour le moins. Il nous étions raisonnables, nous organiserions séparément l'Imerina, le Betsiéo, la côte de Tamatave, le pays du Nord avec Diego et Vohemar. Quant au sud de Fort-Dauphin à l'estuaire de la Betsiéka, nous le considérions à une ou plusieurs compagnies. Mais serons-nous raisonnables ?

* *

En attendant, nous n'allons pas laisser plus longtemps anglifier par l'école les Hovas et les Betsiéos. Le général Gallieni a décrété que l'enseignement du français serait obligatoire dans les écoles européennes. Cela est fort bien en théorie et nos rivaux s'inclinent. Mais, en pratique, ils trouveront toujours le moyen de ne pas enseigner le français, ou, ce qui serait plus grave encore, de l'enseigner d'une manière dérisoire. Une solution radicale ce serait d'interdire aux indigènes la fréquentation des écoles étrangères. Mais il n'y faut pas penser. La question scolaire et la question religieuse sont tellement confondues dans ce pays que ce serait nous exposer à des réclamations diplomatiques embarrassantes formulées au nom de la liberté de conscience. Le plus simple c'est encore de faire entendre que nous n'accorderons nos faveurs qu'aux élèves des écoles françaises et d'en donner la preuve immédiate en accueillant celui-ci et en excluant celui-là.

Puisqu'il y a beaucoup de protestants-là-bas, que les missions évangéliques de France ne restent pas sourdes aux adjurations patriotiques de M. de Mahy.

Que les protestants français se hâtent de remplacer là-bas, à l'école comme au temple, les Anglais, ces Américains, ces Norvégiens qui sont toujours pour nuire influence de si redoutables adversaires.

Un Diplomate

Nos Dépêches

Par Fil Téléphonique Spécial

Conseil des Ministres

Paris, 5 janvier. — En raison de l'absence de plusieurs ministres, il n'y a pas eu de Conseil mardi matin.

La succession de M. Doumer

Paris, 5 janvier. — Plusieurs journaux ont annoncé la candidature de M. Allain-Targé à la succession législative de M. Doumer dans la circonscription d'Auxerre. Cette nouvelle ne repose sur aucun fondement.

L'ambassade de Londres et M. Casimir Périer

Paris, 5 janvier. — On dément dans le monde officiel que l'ambassade de Londres ait été offerte à M. Casimir Périer ainsi que l'annonce un journal du matin.

Les élections de Toulouse

Toulouse, 5 janvier. — On assure qu'une protestation, signée de nombreux délégués sénatoriaux, va être envoyé au président du Sénat. Cette protestation porte sur les incidents qui ont marqué le second tour de scrutin et sur diverses irrégularités.

Un député découragé

Béziers, 5 janvier. — On annonce que M. Cot, député de la deuxième circonscription de Béziers, à la suite de son échec aux élections sénatoriales, a adressé sa démission de député au président de la Chambre.

UN SÉNATEUR

douloureusement frappé dans ses affections

Saint-Lô, 5 janvier. — M. Briens, qui a été reçu dimanche, sénateur de la Manche, a été cruellement frappé. Sa femme est morte subitement hier matin, succombant à une congestion cérébrale, et M. Briens, qui était retenu à Saint-Lô pour le campagne électorale, a reçu la nouvelle de la mort de sa femme à l'instant même où l'on proclamait le résultat de sa réélection.

LE DÉPUTÉ MUSULMAN

Paris, 5 janvier. — On a annoncé que l'élection du député musulman à Pontarlier était contestée. Le docteur M. Grenier est parvenu au secrétariat général de la présidence de la Chambre; il ne contient pas de protestations.

LES RELATIONS entre la Russie et l'Allemagne

Paris, 5 janvier. — Les journaux allemands avaient annoncé ces jours derniers que les négociations engagées avec la Russie pour régler l'application de nos tarifs douaniers à la frontière russo-allemande étaient heureusement terminées. Cette information était prématurée. Il est vrai que rien ne rapporte aux apparences, on serait bien tenté de conclure que de sérieuses difficultés ont surgi au dernier moment qui ont empêché d'arrêter les clauses définitives d'un accord.

En effet, les délégués russes qui conduisaient à Berlin les négociations, retournent à Saint-Pétersbourg sans avoir pris d'engagement ferme.

Cela ne signifie point sans doute qu'on ne finira pas par s'entendre, mais il est du moins certain que les choses ne vont pas toutes seules et qu'il y a du tirage.

Le principal obstacle provient de ce que le gouvernement allemand voulait profiter des pourparlers actuels pour modifier en partie le dernier traité de commerce. Sous prétexte de faire disparaître les difficultés provoquées par l'interprétation contradictoire des clauses de ce traité, l'Allemagne voulait obtenir une augmentation sur certains articles du tarif. Mais le gouvernement russe n'a pas voulu entrer dans cette voie. Il s'est refusé à procéder à une révision importante du traité de commerce et a, par conséquent, limité le champ des négociations.

Malgré que le résultat des conférences tenues à Berlin ait été gardé secret, certaines détails ont transpiré au dehors et provoqué un vif mécontentement, surtout parmi les industriels allemands. Ce mécontentement est bien naturel parce que toutes les revendications concernant le dégrèvement des droits sur les produits manufacturés et en particulier sur les machines agricoles ont été rejetées.

Il se peut que, en dernière analyse, quelques concessions soient faites de part et d'autre, mais il apparaît clairement, à l'heure actuelle, que le résultat des négociations commerciales engagées à Berlin n'aura pas l'ampleur qu'on pouvait croire.

La mort du Frère Joseph

Paris, 5 janvier. — MM. Gréard, recteur de l'Académie de Paris, le chef de cabinet de M. Rambaud, au nom du ministre de l'instruction publique, et M. Le Goff, au nom du président de la République, sont venus aujourd'hui, rue Oudinot, à la maison-mère des Frères, apporter l'expression des sentiments de condoléance, à l'occasion de la mort du Frère Joseph, supérieur général.

La succession de M. de Montebello à Saint-Pétersbourg

Paris, 5 janvier. — Il est toujours question de la nomination de M. de Montebello, ancien ministre, comme ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg. Le chef de notre état major général, présenté à diverses reprises, aurait réservé son acceptation. Ce qui faisait hésiter M. le général de Boisdeffre c'est, paraît-il, le chiffre relativement peu élevé des émoluments attribués au titulaire de ce poste important. La situation politique actuelle, les liens d'étroite amitié qui unissent la France à la Russie imposent à notre représentant auprès du czar des dépenses considérables.

Il est tenu non seulement de mener grand train, comme tous les diplomates accrédités près d'une cour aussi fastueuse que la cour de Saint-Pétersbourg, mais encore de donner des réceptions, que l'empereur honore souvent de sa présence, doivent dépasser en splendeur ceux que donnent les autres membres du corps diplomatique. Or, le général de Boisdeffre n'a pas près sans fortune. Père de huit enfants, il n'a guère que sa solde pour élever sa nombreuse famille.

L'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, comme les titulaires des neuf autres ambassades, touche un traitement annuel de 40.000 francs. A cette somme fixe viennent s'ajouter des frais de représentation qui varient suivant les capitales.

C'est ainsi que l'ambassadeur à Berne reçoit 30.000 francs pour ses frais de représentation ; tout deux ambassadeurs à Rome, Saint-Siège et Quirinal, chacun 70.000 francs ; les ambassadeurs à Berlin et Washington, chacun 100.000 francs ; l'ambassadeur à Madrid, 90.000 francs, l'ambassadeur à Constantinople, 110.000 fr., l'ambassadeur à Vienne, 130.000 francs ; l'ambassadeur à Londres, 160.000 francs et l'ambassadeur de Saint-Pétersbourg, 170.000 francs.

Les ministres plénipotentiaires qui, suivant leur grade, touchent un traitement de 30.000 ou de 24.000 francs, reçoivent également des frais de représentation dont les sommes varient suivant les légations qu'ils dirigent et qui varient de 11.000 à 35.000. La légation, où les frais de représentation sont les plus élevés sont celles de Tanger, de Port-au-Prince et de Luxembourg ; les plus favorisées sont celles de Buenos-Ayres, de Tahiti et de Pékin.

Il serait opportun pour ramener les habitudes du général de Boisdeffre, d'élever les frais de représentation de notre ambassadeur à Rome afin de lui permettre de tenir le même rang que M. le comte de Montebello, qui jouit d'une grosse fortune personnelle.

T. H.

Les adieux du général de Saint-Mars

Limoges, 5 janvier. — Voici en quelle termes le général Pothier de Saint-Mars adresse ses adieux au 12e corps d'armée :

Officiers, sous-officiers, caporaux et soldats.

Par décret du président de la République du 29 décembre 1895, rendu en conseil des ministres, sur la proposition du ministre de la guerre, le général de division Guioth me remplace dans le commandement de 12e corps. Mes forces m'ont trahi au moment des grandes manœuvres de la Charente ; une grave indisposition m'avait, dans des circonstances solennelles, privé de l'honneur de vous commander et j'avais des lors réuni de disparaître ainsi après la clôture des opérations de l'inspection générale et du classement de 1896.

C'est une grande satisfaction pour moi d'avoir pour successeur notre excellent et sympathique général de la 2e division. Vous le connaissez depuis quatre ans, vous avez pour lui autant de respect que d'affectueuse confiance, et ses aptitudes, acquises dans la 18e région l'harmonie du commandement et le maintien des traditions.

Les vous faisant mes adieux, je vous remercie profondément de votre dévouement au devoir, de votre ardeur au travail et de la perfection de vos mouvements. La France a raison d'exiger son armée qui reste fidèle au culte de toutes les vertus. Conservez votre noble devise militaire : « Honneur et patrie. »

Ainsi vous et honorez vous les uns les autres, en vous aimant les uns les autres, c'est la foi, c'est la force, c'est la noble vertu de l'indépendance. En vous aimant les uns et les autres, c'est le respect mutuel, le respect de la vie en commun, c'est l'intelligence de tous les éléments de l'armée ; c'est l'unité dans l'union, c'est le vrai secret de la dignité individuelle et du bonheur de la vie en commun.

Pour moi, je emporte l'inoubliable souvenir de soldat français, est être intelligent, simple et bon, qui donne gaiement jusqu'au sacrifice de sa jeunesse à son pays, qui souffre sans se plaindre, qui se dévoue avec une abnégation sublime et qui meurt sourant obéissant et ordonné ; il est le type de ces nos solidaires et toute mon affectueuse sympathie.

Limoges, 30 décembre 1896.

Le général commandant le 12e corps,
GÉNÉRAL DE SAINT-MARS.

Le Noël russe

Paris, 5 janvier. — Ce soir, à 6 heures, en l'église russe, de la rue Daru, Mr. l'archiprêtre Vassiliff célébra, assisté de quatre prêtres, les diacres, les petites vêpres de Noël. Tous les membres de l'ambassade russe y assistaient. Bientôt à onze heures aura lieu la messe solennelle du jour de Noël.

Le nouveau nonce à Paris

Paris, 5 janvier. — Le nouveau nonce, Mr. Clari, évêque de Vitorbe, est arrivé à Paris ce matin, accompagné de son secrétaire particulier, l'abbé Gagliartini. Il a été reçu sur le quai de la gare par M. Celli, conseiller à la nonciature, et M. Parimorosini, secrétaire de la nonciature.

Le jour de la réception du nouveau nonce par le président de la République ne sera fixé qu'après retour de M. Ramaux, et lorsque M. Clari aura fait une visite au ministre des affaires étrangères.

Canot français abordé par un vapeur anglais

QUATRE MORTS

Paris, 5 janvier. — D'après un télégramme du contre-amiral commandant la division navale du Levant, daté de Smyrne, 3 janvier, un canot sous voile appartenant à la *Mégalochoria* a été abordé et coupé en deux par un vapeur anglais sortant du port.

Quatre hommes ont disparu : ce sont les nommés Fouletry, Jean, Dolmarc, Gouvenou, Concarneau, Ramon et Perchoc, un Congolais quatre célibataires.